



## Société québécoise de science politique

---

Review: [untitled]

Author(s): Martin David Blais

Reviewed work(s):

Québec: État et société by Alain-G. Gagnon

Source: *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*, Vol. 28, No. 2 (Jun., 1995), pp. 341-343

Published by: Canadian Political Science Association and the Société québécoise de science politique

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/3231967>

Accessed: 04/11/2009 14:34

---

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of JSTOR's Terms and Conditions of Use, available at <http://www.jstor.org/page/info/about/policies/terms.jsp>. JSTOR's Terms and Conditions of Use provides, in part, that unless you have obtained prior permission, you may not download an entire issue of a journal or multiple copies of articles, and you may use content in the JSTOR archive only for your personal, non-commercial use.

Please contact the publisher regarding any further use of this work. Publisher contact information may be obtained at <http://www.jstor.org/action/showPublisher?publisherCode=cpsa>.

Each copy of any part of a JSTOR transmission must contain the same copyright notice that appears on the screen or printed page of such transmission.

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact [support@jstor.org](mailto:support@jstor.org).



Canadian Political Science Association and Société québécoise de science politique are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique*.

<http://www.jstor.org>

**Québec : État et société**

Alain-G. Gagnon (sous la direction de)  
Montréal : Québec/Amérique, 1994, 509 p.

Ce livre est la première édition française de *Quebec : State and Society*. Cet ouvrage a été publié il y a une dizaine d'années par des politologues québécois (sous la direction d'Alain-G. Gagnon) et a été réédité dans une version anglaise révisée en 1993. La version française, qui reprend l'essentiel de la seconde édition anglaise, comporte néanmoins quelques différences : on a notamment fait appel à quelques auteurs venus du Canada anglais.

À l'origine, cet ouvrage collectif avait pour but d'expliquer les grands traits de la réalité politique du Québec contemporain à un public universitaire anglophone non spécialiste du contexte québécois. L'objectif visé par les responsables de l'édition française me semble de double nature : si, d'une part, on cherche à offrir aux étudiants québécois (de premier cycle probablement) un survol des principales transformations issues de la Révolution tranquille, on prétend, d'autre part, jeter un éclairage relativement neuf sur la conjoncture politique actuelle. Selon que l'on considère l'un ou l'autre de ces deux aspects, l'ouvrage présente un intérêt différent.

Vu en tant que manuel de science politique, cet ouvrage peut être considéré comme une belle réussite à condition de s'accommoder des caractéristiques habituelles de ce genre d'ouvrages. Comme il s'agit au surplus d'une publication collective, on doit accepter comme allant de soi la multiplicité des préoccupations ainsi que l'hétérogénéité des modes de réflexion; on doit surtout accepter qu'une foule de questions particulières ne seront pas traitées faute d'espace. Non seulement ce manuel fournit aux étudiants un premier contact avec un nombre important de facettes de la réalité québécoise contemporaine, mais les articles sont, dans l'ensemble, suffisamment documentés pour qu'une réflexion analytique soit amorcée.

La facture composite du livre, loin d'être un problème, permet la réalisation de plusieurs apprentissages de base. Ainsi, à force de consulter des manuels de ce type, l'étudiant de premier cycle sera progressivement amené à perdre la propension de la pensée spontanée à croire qu'une discipline comme la science politique possède un objet d'étude spécifique, clairement distinct des objets des autres sciences sociales. L'ouvrage illustre que la recherche contemporaine franchit constamment les frontières disciplinaires : l'objet de toute recherche, loin d'être un donné, est en fait un construit qui correspond rarement aux limites des cloisonnements académiques. Le livre met aussi en lumière le fait que, si la science politique est, à l'inverse de la science économique, traversée par une multitude d'approches et de paradigmes, elle comporte néanmoins des questionnements particuliers qui, malgré toutes les proximités et toutes les hybridations possibles, tendent à démarquer le travail des politologues de celui des autres spécialistes des sciences sociales. Ces dominantes concernent (1) la gouverne étatique et (2) le cadre institutionnel de la gouverne. Par exemple, la conceptualisation politologique du conflit est en général tributaire d'une focalisation vers l'autorité et la représentation. Force est de constater que lorsque cet ouvrage parle de chômage, de démographie, d'éducation, voire d'identité, les auteurs se trouvent à arrimer ces questions au problème de la gouverne, tantôt pour mettre en lumière les limites du volontarisme politique, tantôt pour montrer que les questions qui agitent la société civile concernent les acteurs politiques au point de devenir des enjeux importants.

Autre intérêt pédagogique du livre : il ne donne jamais de la société québécoise une vision qui soit ou bien totalisante, ou bien anthropomorphisante. Encore une fois, une tendance naturelle de la pensée spontanée se

trouve prise à contre-pied. Ce que désigne alors la notion de société, c'est une masse hétérogène de relations sociales de diverses natures (rapports entre groupes; rapports individu/institutions, etc.) qui, bien que donnant lieu à des phénomènes de composition complexes, doivent être analysées distinctement.

On déplorera que, dans l'ensemble, l'ouvrage ne fasse pas beaucoup de place à la réflexion théorique au sens fort. J'entends par là la mise en évidence des matériaux conceptuels et des modes de raisonnement qui permettent la construction d'explications. Si cette négligence du théorique traduit le peu d'attrait que présentent encore aujourd'hui les « grandes théories » (ce qui n'est peut-être pas plus mal), elle tend néanmoins à donner l'impression aux étudiants qu'une analyse rigoureuse est possible sans contrôle serré des composantes des explications, ce qui me semble pour le moins fâcheux. Signalons cependant quelques exceptions : l'article de Charles Taylor (« Le pluralisme et le dualisme ») et celui d'Alain Noël (« Le chômage en héritage »). Le texte de Taylor, bien que de facture essentiellement philosophique, se caractérise entre autres par une mise à plat assez exhaustive des argumentaires élaborés. L'article d'Alain Noël pose la question des écarts structurels entre le Québec et l'Ontario (en matière de développement et de salaires) au cours de la première moitié du siècle : y sont opposées et discutées en profondeur deux théories au sens strict, une de facture culturaliste et une autre de facture économique. L'article de Louis Balthazar (« Les nombreux visages du nationalisme au Québec ») fait certes écho à des travaux théoriques célèbres sur le nationalisme (ceux de Deutsch, Gellner et Anthony Smith) mais n'en fait guère usage. Son analyse du conflit national canadien se contente en fait de poser l'incompatibilité entre les besoins de société intégrée des Québécois et la logique expansionniste (et keynésienne) du gouvernement fédéral. Cette réserve étant faite, l'ouvrage est d'une grande diversité conceptuelle.

Il est par ailleurs intéressant de signaler au passage l'importance que revêt désormais la pensée politique libérale aux yeux des politologues québécois, notamment en ce qui concerne la discussion de la légitimité du nationalisme québécois actuel. Certains auteurs, comme Taylor et Karmis par exemple, discutent de la question en se plaçant carrément sur le terrain de la philosophie politique libérale tandis que d'autres, comme Legaré et Balthazar, pensent probablement la dynamique nationale en termes « groupistes » plutôt qu'individualistes (ce qui est en cause en définitive ce sont les intérêts et l'expression pleine et entière de la subjectivité du groupe), mais cherchent néanmoins à faire valoir la légitimité du nationalisme québécois sur la base de critères posés par la tradition libérale. Ce changement survenu sur le terrain des idées politiques est, à mon sens, très significatif; il suffit de relire des textes classiques de Rioux, Monière ou Dumont pour constater qu'il y a 15 ans à peine les intellectuels nationalistes québécois ne se sentaient nullement obligés de répondre aux interpellations libérales.

J'ai dit plus haut que, si l'on juge cet ouvrage sur l'éclairage qu'il jette sur la conjoncture politique actuelle, et cela concerne notamment la question du référendum à venir, l'intérêt du livre est tout autre. Comme ouvrage d'actualité, ce livre me laisse sur ma faim, ce qui n'est pas le problème des auteurs mais celui des concepteurs du plan d'ensemble.

S'agissant de l'éternelle question nationale québécoise qui rebondit à nouveau, l'ouvrage apporte, au risque de se répéter, une réflexion intéressante sur le problème de la légitimité du nationalisme. Charles Taylor s'emploie avec beaucoup de finesse et d'imagination à dissoudre l'étanchéité des cloisons entre libéralisme et nationalisme. Par contre, les apports proprement politologiques ne nous gratifient pas d'un éclairage original.

Je mentionne entre autres difficultés le fait qu'on ait carrément passé sous silence la dynamique à l'intérieur des partis politiques québécois, une dimen-

sion pourtant majeure de la conjoncture actuelle. Ne pourrait-on pas penser, par exemple, que la radicalisation du Parti québécois, suite de l'abandon de la ligne dite du « beau risque », fut un moyen de résoudre ses tensions internes. Je remarque aussi qu'on a largement évité le débat sur la souveraineté du Québec, tant dans la perspective de la crise des finances publiques canadiennes que dans le cadre plus vaste d'une certaine mise en cause, en Occident, du rôle de l'État interventionniste. Et puis, il est à déplorer que l'on ait fait peu de cas de l'avènement récent des groupes ethniques en tant que protagonistes au débat.

MARTIN DAVID BLAIS *IRNS—Culture et société*

### **The Politics of the Post: Canada's Postal System from Public Service to Privatization**

Robert M. Campbell

Peterborough: Broadview Press, 1994, pp. 463

We may not pay it much heed, but the Canada Post Corporation's \$3.8 billion in revenues makes it as big as Air Canada; its labour force of 57,000 as big as Bell and its 10 billion pieces of mail delivered to 11.4 million addresses give it a presence in the lives of all Canadians and make it a significant institution in both the culture and the economy of the country.

Once upon a time the Post Office played a vigorous nation-building role by providing free communications at low prices from coast to coast across difficult geography and for sparsely populated territories, helping both economic development and social integration take place as mutually reinforcing functions. How the Post Office shifted from a state monopoly whose public service objectives took priority over profitability to a commercialized operation in which profit prevailed over social function is the story told by this book.

The first act in the drama of transformation took place as the Keynesian welfare state started to implode in the late 1960s when the Trudeau Liberals were redefining all areas of policy. Pierre Trudeau's first postmaster general, Eric Kierans, was a capitalist in a hurry trying too quickly and too ambitiously to redefine the post office as an arm of the government's modern communications functions. Left without support when the political uproar caused by his technological and managerial revolution was not backed up by the prime minister and cabinet, Kierans resigned, and the project of revamping the post office to respond to the new challenges of technology and competition was postponed for the best part of a decade.

When Trudeau unilaterally announced in 1978 his decision to turn the Post Office Department into a crown corporation, he precipitated a process that might have achieved the goals Kierans originally had set—providing government a powerful instrument in the private sector that was technologically modern, managerially rational, entrepreneurially aggressive, but still able to meet the social goals of good labour-management relations and exemplary service to the public. But the last Trudeau government was not much more coherent in its approach to Her Majesty's mail in the early 1980s than it had been a decade before. It ordered the new Canada Post Corporation (CPC) to achieve a balanced budget without public subsidy but would not allow the CPC to expand its commercial operations. While “crowning” was meant to take politics out of the Post, government remained in the driver's seat but did not support its new creature when it came up against its business competitors, its labour unions or its outraged clientele, the public.